

14 mai 2002, Québec

Allocution devant le Congrès annuel de l'Association des centres locaux de développement du Québec

Monsieur le Président de l'Association des centres locaux de développement, Mon cher collègue du Conseil des ministres, Mesdames et Messieurs les participantes et participants à cette formidable organisation qui recouvre, sur le plan géographique, l'ensemble de notre territoire, mais sur le plan plus matériel, l'ensemble de notre vie nationale, les CLD. Il m'arrive souvent de parler devant des auditoires économiques — c'est largement mon destin — mais il m'arrive souvent aussi, et avec une joie égale, de parler devant des auditoires sociaux, et ce soir je parle devant les deux, puisque votre vocation est à la fois de créer la richesse et de la redistribuer. Et le sens du modèle québécois qui commence à porter fruit, c'est une poursuite vigoureuse de la création de la richesse, des biens et des services. Sauf que, même dans cette création de la richesse, il y a une spécificité québécoise parce que le modèle québécois n'implique pas que la richesse est créée par un seul type d'entreprise traditionnelle, capitaliste, à but lucratif. Il y a cela, oui, mais, dans le modèle québécois de création de la richesse, il y a l'entreprise associative: les fonds de solidarité, par exemple. Il y a l'entreprise coopérative. Je ne connais pas de pays au monde où la moitié du secteur bancaire soit entre les mains d'une coopérative, qu'il fonctionne efficacement à profit et qui desserve le territoire, mais c'est notre cas. Il y a des entreprises d'État, bien entendu, mais gérées suivant les lois strictes de l'efficacité et de l'efficience, qui donne, par exemple, la Société générale de financement d'aujourd'hui, formidable institution qui, dans une vie antérieure, est allée de formidables échecs à d'autres formidables échecs. Naguère, il n'y a pas plus d'une dizaine d'années, la Société générale de financement a nationalisé un chantier maritime. Bien, cet instrument extraordinaire qui s'appelle la Société générale de financement, aujourd'hui, fonctionne suivant des normes empruntées à l'économie de marché, à l'économie commerciale, à l'économie patrimoniale, mais, en même temps, le fait avec comme seul actionnaire le gouvernement du Québec, et dans un but de développement.

Au chapitre de la distribution de la richesse, le Québec a aussi une attitude originale et créatrice. Il y a des moyens classiques de distribuer la richesse, on le sait bien : l'impôt sur le revenu en étant un et la dispensation de services par l'État complétant l'ouvrage. Mais nous allons beaucoup plus loin que ça, d'une façon beaucoup plus active, d'une façon beaucoup plus créatrice. Nous en sommes au point où des entreprises de redistribution de la richesse, de l'économie sociale appartiennent aussi au monde de la création. C'est une immense fierté et j'en parle dans tous les pays où on m'invite : l'économie sociale, au Québec, est plus avancée et plus florissante que partout ailleurs sur cette planète. Il est là le modèle québécois. Ce sont ces deux pôles et cette égale ardeur égale à vouloir une société prospère, quand, autrefois, les progressistes — j'ai déjà eu des discussions sans fin avec certains et certaines d'entre eux — les progressistes étaient obsédés par la redistribution, n'avaient aucune inquiétude quant à la création et, souvent, un certain petit mépris de la création. Vous voyez ce que je veux dire, n'est-ce pas? C'est une mentalité qu'on voit moins aujourd'hui, mais qui était naguère florissante : Moi, je suis un social, l'économie, je n'en ai rien à tirer. Le Québec, on le voit bien, a passé cette étape.

C'est pourquoi je suis très content d'être avec vous ce soir. J'ai l'impression qu'on n'a jamais

entendu parler autant des CLD qu'au cours de la dernière année. Vous avez eu certaines années, évidemment, d'organisation, de balbutiements, mais les travaux accomplis depuis trois ans sont extrêmement impressionnants. Vous avez 2000 administrateurs et administratrices bénévoles, 1000 employés répartis dans toutes les régions, vous êtes en train de devenir une force de frappe formidable. Votre mission de soutenir le développement des entreprises et d'appuyer les entrepreneurs, notamment les jeunes, est fondamentale. Quand on sait que, d'ici 15 ans, 70 % des entrepreneurs québécois d'aujourd'hui auront atteint l'âge de la retraite, la préparation de la relève est fondamentale. Plusieurs voix, vous le savez, se sont fait entendre dans l'univers qui est le vôtre, au cours des dernières semaines, quant au dialogue nécessaire du gouvernement national du Québec et des régions, et des régions entre elles. Mgr Blanchet y a fait allusion. Certains maires et préfets, des représentants d'universités, surtout en région, certains chercheurs dans le domaine du développement régional ont demandé l'ouverture de ce dialogue. Certains députés et ministres m'ont fait part des inquiétudes réelles de leurs concitoyens et concitoyennes à l'égard des phénomènes nouveaux qui se dessinent dans leur coin de pays et qui demandent des solutions et des approches nouvelles. Je pense notamment aux transformations que commandent l'économie mondiale elle-même, les mutations du marché du travail, le déséquilibre démographique, le vieillissement de la population et, par conséquent, de la main-d'œuvre, avec le problème conséquent de maintien de services d'éducation et de santé.

J'ai moi-même eu l'occasion — et je le fais systématiquement quand je vais en région, vous le savez — de rencontrer bon nombre de leaders régionaux au cours des derniers mois, et je sais qu'il s'agit là de questions qui les préoccupent tous et qui préoccupent toutes les régions du Québec.

Ce que j'entends, en gros, c'est ceci : Malgré les actions importantes accomplies par le gouvernement au cours des dernières années pour soutenir et stimuler le développement des régions, certaines régions ne perçoivent pas de changement de leur situation économique et sociale au niveau où elles le souhaiteraient.

Devant les prévisions démographiques fort préoccupantes livrées par des statisticiens, certaines populations régionales ont de la difficulté à voir un avenir pour leur région, puisqu'elles voient une déperdition humaine et une fuite humaine qui n'est nouvelle que dans un de ses aspects. Depuis toujours, les régions ont déversé du capital humain sur les métropoles; c'est un phénomène vieux comme l'industrialisation, et voire avant. Avant la Seconde Guerre mondiale, les deux tiers des Québécois étaient des ruraux. Après la Seconde Guerre mondiale, les deux tiers étaient des urbains. Alors, c'est sûr qu'il y a eu un fort mouvement. Mais pourquoi est-ce que ce mouvement n'a pas été perçu comme une tragédie? À cause de la démographie. Les régions renouvelaient sans cesse leur stock, et les démographes disaient même : Les villes sont mangeuses d'hommes; les régions les produisent et puis, rendus en ville, à la deuxième génération, la natalité s'effondre. Mais on compte sur la région pour en envoyer un autre contingent.

Mais, actuellement, la région ne joue plus l'autre rôle et, si elle continue à approvisionner les villes sans renouvellement en région, on aura le problème angoissant, j'en parle légèrement, mais il est angoissant, de déperdition de population dans les régions. Dans ces mêmes

régions, les entreprises éprouvent déjà de la difficulté à trouver la main-d'œuvre dont elles ont besoin pour faire face à la concurrence mondiale.

Enfin, j'entends trop souvent encore que l'État agit et met sur pied des mesures dont la conception et la gestion ne sont pas toujours bien adaptées aux besoins spécifiques des régions. J'en conclus que l'on souhaite ouvrir le dialogue avec le gouvernement national du Québec.

Toutefois, en même temps que l'on parle de cette idée d'ouvrir un grand dialogue, j'entends également des voix qui craignent que ce type de rencontre ne nous éloigne de l'action au profit de longues discussions, quoi qu'on discute, et qu'on ne soit pas assez mobilisés dans l'action. Je suis sensible à cela aussi.

Alors, je le dis d'emblée et clairement, il n'est pas question de refaire le travail de planification déjà fait en région, d'autant plus qu'il résulte d'un vaste exercice de consultation et de concertation que nous n'avons pas intérêt à recommencer. À mon avis, notre objectif doit plutôt être de prendre appui sur ce travail déjà fait pour convenir ensemble des actions prioritaires à entreprendre au cours des prochaines années. Plusieurs m'ont dit qu'ils étaient heureux des initiatives prises par le gouvernement pour soutenir le développement de leur région, initiatives dont ils voient d'ailleurs des effets concrets dans leur milieu. Mais ils souhaitent également qu'on se donne les moyens de faire face aux nouveaux enjeux qui sont aujourd'hui à nos portes. Il me semble qu'il s'agit là d'une proposition tout à fait recevable. Regardons ensemble le chemin parcouru. Convenons des défis les plus importants à relever dans chacune des régions. Revoyons nos priorités d'action. Faisons l'inventaire de nos outils, de nos actifs. Voyons ce qu'il faut ajouter, modifier ou laisser de côté pour relever efficacement ces défis. Autrement dit, traçons le plan de travail Québec-régions pour les prochaines années.

Voilà ce à quoi j'invite les régions dès cet automne, car, j'insiste à nouveau là-dessus, les défis à relever commandent une action rapide. La métropole et la capitale nationale ont déjà amorcé leur réflexion à cet égard et nous les accompagnerons dans leurs démarches. Mais, parce que ces défis touchent toutes les régions et parce que la volonté du gouvernement est de travailler à développer tout le Québec, je convie les acteurs régionaux à deux rendez-vous nationaux des régions. Deux événements distincts qui se tiendront dans la capitale nationale, ici, à Québec : le premier pour les régions ressources, le second pour les régions centrales. C'est là où la ligne passe. On a tous compris qu'il y a une problématique spéciale des régions ressources et que ce serait mal venu de ne pas en prendre acte.

Pour ces rendez-vous, je suggère un parcours en trois étapes. Le Rendez-vous des régions ressources se tiendra en octobre, celui des régions centrales en novembre, afin que nous ayons le temps d'aborder en profondeur les problématiques propres à ces régions dont les réalités sont différentes. Je confie, en toute confiance d'ailleurs, au ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones le mandat de préparer ces rendez-vous avec les régions. C'est lui-même un homme de région. C'est lui-même un homme de région, et, quand on a été un brillant ministre de la Santé, on peut être ministre de n'importe quoi après sans crainte d'exécuter.

Le parcours qui nous mènera à ces Rendez-vous de l'automne donc se fera en trois étapes:

la première, la rencontre des leaders dans les régions : en mai et juin, dans les sept régions ressources; en août et septembre, dans les sept régions centrales. Deuxième étape, les consultations régionales : de juin à octobre, dans les régions ressources; de la mi-août à novembre, dans les régions centrales. Troisième étape : le Rendez-vous national des régions ressources, en octobre; le Rendez-vous national des régions centrales, à la fin de novembre. Je décris un peu mieux la première étape : les rencontres régionales avec les leaders socioéconomiques. J'ai demandé au ministre d'État à la Population d'entreprendre une tournée de toutes les régions, en commençant dès ce printemps dans les régions ressources, puis, à la rentrée du mois d'août, dans les régions centrales. Dans le cadre de cette tournée, nous tiendrons des rencontres avec les leaders socioéconomiques régionaux afin de faire une lecture commune des problématiques et d'établir les priorités sur lesquelles il faut travailler. Et j'invite le ministre à m'inviter à y participer moi-même. J'irai avec joie avec lui, quand ce sera possible, parce que j'ai beaucoup de choses à faire, mais j'aimerais être mêlé personnellement à la plupart de ces étapes.

Comme vous le savez, je suis mobilisé pour la Gaspésie, où je vais régulièrement. Je suis allé plus en Gaspésie en un an, comme premier ministre du Québec, que n'importe quel autre premier ministre du Québec pendant tout son mandat, y compris le célèbre René Lévesque, qui était lui-même Gaspésien. Je prends mon rôle au sérieux. Et je voudrais, Rémy, que tu m'amènes ailleurs aussi, parce que nous profiterons de cette occasion pour écouter le point de vue des régions sur les conditions nécessaires à réunir pour assurer le succès des rendez-vous de l'automne.

La deuxième étape : les consultations régionales. Par la suite, chaque région sera invitée à mener les consultations qu'elle jugera nécessaires sur son territoire et selon la forme qu'elle juge appropriée. L'objectif de ces consultations est d'élaborer les propositions d'action que chaque région entendra soumettre aux rendez-vous de l'automne. Je compte que les CRD et les CLD soient des partenaires actifs et dynamiques dans ce travail.

Enfin, les Rendez-vous. La forme définitive de ces Rendez-vous sera précisée à la lumière des rencontres avec les leaders socioéconomiques des régions. Toutefois, les objectifs sont connus : chaque région doit établir clairement ses priorités et ses objectifs, en évitant la mentalité « liste d'épicerie ». Chaque région doit définir ce qu'elle entend faire pour atteindre ces objectifs et qu'au grand rendez-vous de l'automne elle propose les stratégies et les moyens les plus appropriés pour y parvenir. Si la région a des objectifs clairs, qu'elle se donne un plan de travail concret et réaliste, nous l'appuierons et nous mettrons à son service tous les leviers dont l'État dispose. Et vous savez que, dans le modèle québécois, ces leviers sont nombreux et puissants.

Le gouvernement du Québec a déjà manifesté sa volonté d'appuyer le développement de systèmes industriels et de créneaux d'excellence porteurs dans les régions. C'est déjà commencé, la SGF est déjà à l'oeuvre dans certaines régions. Il y a même des délégations régionales qui sont allées avec la SGF dans d'autres pays exemplaires et qui ont appliqué ces méthodes. Donc, le travail est déjà commencé. Il appartient à la région de bien cibler ses créneaux, de choisir le secteur où elle souhaite diriger ses efforts et foncer. Ce travail requiert non seulement une mobilisation des acteurs locaux et régionaux, il exige également une volonté de concertation et de convergence des forces en présence.

Les Rendez-vous de l'automne seront une bonne occasion pour convenir de l'appui que le gouvernement pourra apporter au développement des secteurs d'excellence dans toutes les régions. Il ne faut jamais perdre de vue que le véritable compétiteur des régions, ce n'est pas Montréal, ce n'est pas la capitale nationale et encore moins la région voisine — parce qu'il faut se méfier, parfois, des jalousies interrégionales qui ne sont pas de bon aloi. Il peut y en avoir de bon aloi, mais il y en a qui sont intempestives aussi. Non, les vrais compétiteurs des régions, ce sont ces régions du monde où on met en valeur et on transforme la matière plus rapidement et à meilleur coût et où on produit, innove et invente les biens et les services de demain.

L'économie du savoir, c'est bien, mais ce à quoi il nous faut aspirer, c'est à une véritable société du savoir. Une société où il n'y a pas deux Québec, deux classes de citoyens : ceux qui ont accès aux connaissances et d'autres qui n'y ont pas accès. Si on laisse faire l'économie de marché, c'est ce qui arrivera, car l'économie de marché excelle à créer de la richesse, spontanément; elle a besoin, malheureusement, d'un coup de pouce pour lui assurer une distribution aussi équitable que possible entre les diverses couches de citoyens et entre les régions.

Les régions du Québec ont des attributs qui leur permettent d'envisager avec optimisme leur place dans la nouvelle économie et dans l'économie mondiale. Mais, pour cela, il faut se donner une vision, des priorités et un plan de travail. Moi, je suis très impressionné par ce qui se passe à Montréal, comme vous tous et toutes, sauf que, dans la plupart de vos régions, le taux de chômage est plus bas qu'à Montréal, n'est-ce pas? Il faut regarder les choses en face. C'est vrai que Montréal, il y a six ans, avait comme image internationale une montagne de poussière grise. La Gazette en remettait une pelletée chaque matin.

Et puis, aujourd'hui, Montréal, c'est un joyau de sciences et de technologies, c'est la cinquième technopole d'Amérique, c'est une des plus fortes d'Occident. Mais la plupart de vos régions ont un taux de chômage plus bas, et prétendre que la haute technologie, c'est Montréal, c'est faire une grosse erreur, c'est ne pas savoir qu'il y a un CNE à Rimouski, où il y a des centaines et des centaines de jeunes gens et jeunes femmes qui rentrent chaque matin travailler dans des choses aussi compliquées que celles qui se font dans l'aérospatiale ou dans la Cité du multimédia. Il y a 50 CNE sur notre territoire. Ici même, dans notre capitale nationale, CDTI qui... Ça vaut presque la peine de le voir physiquement, il y avait un quartier, là, qui s'appelle le quartier Saint-Roch, qui incarnait la misère et presque le misérabilisme. Aujourd'hui, ça incarne le dynamisme, le savoir, l'intelligence, la créativité et la richesse. C'est très beau, mais c'est aussi beau, ce qu'on voit à Saint-Georges-de-Beauce, dans le CNE. Ça, c'était quasiment insultant : ils nous ont demandé de le doubler à peu près six mois après qu'on l'avait inauguré. J'en vois des choses comme ça, et vous en voyez aussi dans les régions. Si c'est possible au point A, c'est possible au point B. Jacques Proulx se souvient de notre petit raisonnement simpliste sur les villages prospères : on avait vu des villages prospères. S'il y a des villages prospères, pourquoi les autres ne sont-ils pas prospères? Il s'agissait de transférer les méthodes. S'il y a des régions qui sont prospères, pourquoi les autres ne sont-elles pas prospères?

Je comprends qu'il y a des accidents. Quand la mer se vide et quand la mine se vide puis que la Gaspésia ferme, tout ça en l'espace d'un an ou deux, on a beau crier à la prospérité et

l'appeler de tous ses vœux, ça ne se fait pas tout seul. Mais la plupart des régions du Québec sont bien placées, à tous égards, pour connaître des succès grandioses, et nous voulons que la Gaspésie connaisse des succès grandioses. Le croiriez-vous? On a annoncé près de 1000 emplois dans des centres d'appels en Gaspésie. Avant, on faisait appel à leurs richesses naturelles seulement : ça prenait des arbres et ça prenait du poisson. Aujourd'hui, c'est à leurs richesses intellectuelles et à leur capacité de prendre leur destin en main qu'on fait appel.

Donc, que nul ne croie que les activités du savoir et que les activités de la modernité doivent être concentrées dans les grands centres puisque la réalité, c'est déjà qu'elles sont déconcentrées. Pour arriver à réaliser cette déconcentration, on a tout un arsenal qui fait partie du modèle québécois de façon typique. Il y a des Solide, des Innovatech. Il y a même des Innovatech régions ressources spécialisées, des Fonds de diversification économique, des fonds pour développer l'économie sociale, des investissements locaux pour appuyer les jeunes promoteurs, un Fonds de développement régional, un Fonds de lutte contre la pauvreté, des budgets additionnels pour soutenir l'action communautaire, des programmes pour les infrastructures municipales, d'autres encore dans le domaine forestier, agricole, minier, touristique, des statuts fiscaux spéciaux pour les régions ressources que ce soit pour la deuxième ou troisième transformation, ou l'exemption fiscale de 10 ans pour les PME, que ce soit la vallée de l'aluminium ou autre stimulant particulier. Puis, il y a les fameux centres locaux d'emploi, et là, le mot « fameux » n'est plus assez fort. Vous-mêmes, les CLD, vous faites partie de cet inventaire des outils, vous êtes parmi les plus performants, les plus magnifiques.

Et ces outils donnent du rendement. Moi, j'ai toujours été un adepte du modèle québécois. J'étais non pas de la génération qui a mis de l'avant la Révolution tranquille — je n'ai quand même pas tout à fait l'âge qu'il faut pour ça — mais je l'ai vécue comme acteur. Je suis arrivé à Québec comme jeune fonctionnaire dans le ministère de René Lévesque, qui s'occupait de richesses naturelles dans ce temps là, en 1963-1964. Et, dès lors, j'ai été un adepte du modèle québécois. Je savais que c'est collectivement qu'on se tirerait d'affaire. Se tirer d'affaire, dans ce temps là, ça voulait dire se décoloniser. Le croiriez-vous? C'était ça : le Québec était colonisé. Aux Richesses naturelles, on n'était pas capable de parler au téléphone à quiconque autrement qu'en anglais, puis il fallait répondre à des lettres en anglais et recevoir des délégations parce que le monde des mines et de la forêt, c'était ça.

Bon!

Mais maintenant, le modèle québécois a pris corps, théoriquement d'abord, puis, pratiquement, dans des expériences pratiques dont certaines furent catastrophiques et calamiteuses, on ne peut pas savoir. Par exemple, l'association entre Sidbec et Normines et une sidérurgie britannique étatique, vraiment, absolument gérée... assez pour que Mme Thatcher la fasse disparaître complètement. En tout cas, on a eu des échecs, mais je n'ai jamais cessé de croire au modèle québécois. Puis, il y a eu une phase transitoire parce que le modèle, à un moment donné, il était en place, puis presque toute l'instrumentation. Il faut dire qu'on en a rajouté pas mal. Au cours des huit ou dix dernières années, on a rajouté peut-être les éléments qui manquaient. Malgré ça, la différence entre le taux de chômage du Québec et de l'Ontario, par exemple, était constante et il n'y avait pas moyen de rattraper. Je

disais, un peu d'une façon professorale, la différence Québec-Ontario, $\Delta = k$. Puis, on se bat, on a notre modèle, il est bon, $\Delta = k$ encore.

Figurez-vous que ce n'est plus ça. Pour prendre un langage savant, Δ tend vers zéro. On est en train de combler la différence. Ah! j'ai vu ça des différences de chômage Québec-Ontario de 4%! Maintenant, c'est en bas de 2, c'est rendu à 1,6. C'est le taux le plus bas de l'histoire.

Hier, lundi, il y a plus de Québécois et de Québécoises qui sont rentrés au travail que dans toute l'histoire du Québec par rapport à la population totale. Robert Bourassa, qui avait une obsession économique non négligeable, a fait sa gloire avec « 100000 emplois en 12 mois ». On a 100000 emplois en quatre mois. Je ne sais pas quand ça va arrêter. 100000 ménages de moins à l'aide sociale. Ce n'est pas juste ne pas être à l'aide sociale, c'est gagner sa vie, c'est gagner sa vie dans la dignité. Notre PIB par tête a franchi le seuil magique des 30000 \$ par année. On peut affirmer aujourd'hui, dans une phrase un peu lapidaire, mais dont toutes les dimensions ont été vérifiées, il y a même eu des débats publics là-dessus, on peut affirmer que l'économie du Québec croît plus vite que celle de l'Ontario, que le niveau de vie du Québec monte plus vite que le niveau de vie ontarien, que les Québécois s'enrichissent davantage et que la richesse est mieux répartie. Tout ce que je viens de dire est vrai. Alors, le modèle québécois, qui fut théorique, chaotique et catastrophique parfois, est devenu une puissante machine de création et de distribution de la richesse. C'est pour ça qu'on va, avec un supplément d'âme, aller encore plus loin, avec les régions et toutes les régions. C'est pour ça qu'on va se voir dans la capitale nationale à l'automne. Ces rendez-vous seront une formidable occasion de faire le point sur les défis qui sont à nos portes et de convenir ensemble des meilleurs moyens de relever ces défis. Les instruments que nous nous sommes donnés au cours des dernières années sont-ils adéquats pour les défis de demain? Il faudra répondre à cette question à l'automne. On devra répondre à la question : Avez-vous les infrastructures ou les équipements requis pour développer chez vous des systèmes industriels ou des créneaux d'excellence capables de concurrencer à l'échelle mondiale? Avez-vous les bons outils pour faire face aux priorités de votre région?

Voilà les questions auxquelles nous aurons à répondre.

Le travail que nous avons à faire est simple, ce ne sont pas des questions tellement complexes, ce sont des questions factuelles, mais il est précis et exigeant. Il faudra convenir des priorités d'action : choisir les outils et les modes d'intervention les plus efficaces et se donner un plan de travail conjoint pour les prochaines années.

Voilà, je crois, des tâches exaltantes et qui, encore une fois, même si elles touchent le développement dans ses aspects matériels, vont nous apporter beaucoup plus que cela. C'est peut-être l'erreur qu'ont faite certaines sociétés en apparence prospères, même en apparence très riches, de ne considérer les choses que sous leurs angles matériels et mesurables. Pourquoi est-ce qu'on fait tout ça? On ne développe pas les régions pour que telle région soit plus riche que l'autre ou pour remporter un concours. On développe les régions et le Québec dans son entier pour que les hommes et les femmes qui y vivent aient des chances de bonheur et d'épanouissement plus grandes. C'est ça, la finalité du développement. Vous savez très bien que, quand les choses vont bien dans un village,

l'atmosphère change à tous égards. Et quand on fait reculer la misère matérielle, on en attaque bien d'autres, et de plus fondamentales encore. C'est très motivant.

Et ça peut avoir un autre nom aussi, et ce nom, il est très simple et universel, c'est l'amour de la patrie. J'arrive d'Amérique latine. Là, j'ai vu des pays bien moins avancés que nous, qui font leurs efforts, qui regardent le Québec. Le Québec est une inspiration pour l'Amérique latine. D'ailleurs, le Québec, c'est la partie la plus au nord de l'Amérique latine, si vous voulez mon avis. On voit que chaque citoyen de cette planète, chaque homme et femme habitant cette planète ne peut avoir un plus beau devoir que celui d'aimer sa patrie et vouloir qu'elle se développe. Aimer sa patrie inclut qu'on aime celle des autres aussi.